

Suite à son voyage controversé au Burundi, le parti d'un maire canadien implose

La Presse, 26 juillet 2019 Mont-Saint-Hilaire : le parti du maire Corriveau implose Tous les conseillers municipaux de Mont-Saint-Hilaire qui faisaient encore partie de l'Équipe du maire Yves Corriveau ont claqué la porte de sa formation, dans la foulée de son voyage controversé au Burundi, a appris La Presse.

La conseillère Brigitte Minier, qui est par ailleurs mairesse suppléante, ainsi que les conseillers Émile Grenon Gilbert, Jean-Pierre Brault et Sylvain Houle ont démissionné du parti Avenir hilairemontais. Ils ont informé le maire de leur décision dans une lettre conjointe datée de vendredi, a confirmé La Presse le directeur général de la Ville de Mont-Saint-Hilaire, Daniel-Marc Saint-Onge. « Leur démission est effective en date d'aujourd'hui », a-t-il précisé. Tous ces conseillers continueront de siéger, mais à titre indépendant; le maire Corriveau se retrouve donc sans majorité au conseil municipal. Plus tôt cette semaine, la conseillère Christine Imbeau avait annoncé sa démission de la formation du maire Corriveau, évoquant un « bris du lien de confiance » à la suite du voyage du premier magistrat au Burundi. Elle s'inscrivait également en faux contre les propos du premier magistrat au sujet de la crise politique et sécuritaire qui secoue le petit pays d'Afrique de l'Est, voisin du Rwanda. La Presse a tenté de joindre les conseillers démissionnaires, en vain. Excuses et regrets Le maire Corriveau s'est rendu au Burundi au début du mois pour signer une entente de jumelage avec la ville de Bujumbura, capitale économique du pays exsangue, secoué par une crise politique et sociale depuis 2015. Il avait été reçu par le président burundais Pierre Nkurunziza, dont le régime fait l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale pour des crimes contre l'humanité, notamment le meurtre, la torture, le viol, et la disparition forcée. Au lendemain de la signature de l'entente, La Presse avait fait état de l'indignation de membres de la diaspora burundaise du Canada et de la désapprobation de celui qui était alors le seul conseiller indépendant de Mont-Saint-Hilaire. Yves Corriveau a présenté ses excuses et dit regretter ce voyage, dans une lettre publiée cette semaine par le journal local L'Œil régional. « Comme je n'étais appuyé par aucune équipe pour préparer ma mission, il aurait fallu je fasse plus de recherches pour bien comprendre la situation politique, » a-t-il critiqué. Je ne l'ai pas fait et ce fut une erreur. L'entente a finalement été ratifiée cette semaine par le conseil municipal, puisqu'elle ne respectait pas « les cadres prédéterminés, n'a pas été transmise au conseil municipal pour son approbation et n'a pas été vérifiée, tel qu'il par l'administration municipale », avait indiqué la Ville dans un communiqué. Les élus de Mont-Saint-Hilaire ont également mal informés du contexte et de la « possible instrumentalisation d'autres fins politiques » du jumelage, mentionnait aussi le texte. La Presse n'a pas pu joindre le maire Corriveau, qui est en congé maladie pour une période indéterminée, étant « fort affecté depuis son retour au pays », selon la Ville. Crainte d'instrumentalisation Le gouvernement canadien intime ses ressortissants d'éviter « tout voyage » au Burundi « en raison des tensions politiques, des troubles civils et de la violence armée ». Dans ce contexte, la rencontre entre le maire Corriveau et le président Nkurunziza servira à la « propagande » du « dictateur » qu'est Pierre Nkurunziza, s'était inquiété dans La Presse l'Alliance des Burundais du Canada (ABC). Yves Corriveau avait quant à lui déclaré n'avoir « aucunement ressenti » être instrumentalisé, même si la présidence burundaise avait mis l'emphase sur la rencontre entre les deux hommes dans une publication sur le réseau social Twitter.